

APPROUVÉS
par la décision de l'Assemblée générale des fondateurs
Procès-verbal № 1 du «16» juin 2014

STATUTS

**de l'Association de loi
de l'assistance à la sauvegarde et la valorisation
des potentiels culturels, de loisirs et naturels du village
« L'Association des Plus Beaux Villages de Russie »**

1. CONDITIONS GÉNÉRALES

- 1.1. L'Association à but non lucratif de l'assistance à la sauvegarde et la valorisation des potentiels culturels, de loisirs et naturels du village « L'Association des Plus Beaux Villages », dénommée ci-après « L'Association de loi », est l'organisation sans but lucratif fondée sur l'adhésion créée pour l'assistance à ses membres dans l'exercice de l'activité, visant à l'acquisition des objectifs sociaux, économiques, de bienfaisance, culturels, d'instruction, scientifiques et administratifs mentionnés dans les présents Statuts.
- 1.2. Régime juridique de l'Association de loi - l'association à but non lucratif.
- 1.3. L'Association de loi exerce son activité conformément à la Constitution de la Fédération de Russie, le Code civil de la Fédération de Russie, la Loi Fédérale « Sur les organisations sans but lucratif », d'autres lois et des autres actes juridiques de la Fédération de Russie, les présents Statuts.
- 1.4. La dénomination complète de l'Association de loi en langue russe : Некоммерческое партнерство содействия сохранению и valorизации культурных, рекреационных и природных потенциалов села «Ассоциация самых красивых деревень России» .
- 1.5. La dénomination abrégée de l'Association de loi en langue russe : НП «АСКДР».
- 1.6. La dénomination complète de l'Association de loi en anglais : « Association of Most Beautiful Villages of Russia », en français : « Association des Plus Beaux Villages de Russie ».
- 1.7. La dénomination abrégée de l'Association de loi en anglais : « ASKDR », en français « ASKDR ».
- 1.8. Le siège social de l'Association de loi est fixé au siège de son autorité exécutive permanente - le Président : la Fédération de Russie, 123592, la ville de Moscou, la rue Maréchal Katoukov, la maison 20.
- 1.9. L'Association de loi a le sceau rond avec sa dénomination complète en langue russe. Le sceau de l'Association de loi peut aussi contenir la dénomination de l'Association de loi en langue étrangère. L'Association de loi a le droit d'avoir les cachets et les formules avec sa dénomination, ainsi que l'emblème enregistré conformément à l'ordre établi. L'emblème, la symbolique et d'autres références sont approuvées par l'Assemblée générale des membres de l'Association de loi.
- 1.10. L'Association de loi est constituée sans limitation de durée.

2. STATUT JURIDIQUE DE L'ASSOCIATION DE LOI

- 2.1. L'Association de loi est la personne morale dès la date de son enregistrement public conformément aux exigences de la législation de la Fédération de Russie.
- 2.2. L'Association de loi en tant que le propriétaire possède et utilise les biens pour les objectifs définis par ses Statuts.
- 2.3. L'Association de loi possède le patrimoine propre et répond à ses obligations par ces biens, peut acquérir de son propre chef les droits patrimoniaux et les droits moraux et est tenue aux obligations, peut ester en justice devant le Tribunal de commerce et la Cour d'arbitrage, et à le droit de conclure des accords pour arriver à ses buts.
- 2.4. Les biens transférés à l'Association de loi par ses membres, est la propriété de l'Association de loi. Les membres de l'Association de loi ne répondent pas à ses obligations, et l'Association de loi ne répond pas aux obligations de ses membres.
- 2.5. L'Association de loi a la balance autonome et (ou) le devis.
- 2.6. Conformément à l'ordre établi l'Association de loi a le droit d'ouvrir les comptes aux banques sur le territoire de la Fédération de Russie et en dehors de son territoire, à l'exception des cas déterminés par la législation de la Fédération de Russie.

Timbre : Direction Générale du Ministère de la Justice
de la Fédération de Russie à la ville de Moscou
Date d'adoption de la décision d'enregistrement public le **31 juillet 2014**

- 2.7. L'Association de loi définit indépendamment les axes de son activité, la stratégie du développement économique, technique et social.
- 2.8. L'Association de loi est la personne morale n'ayant pour but de son activité la prise de bénéfices pour sa répartition entre les membres de l'Association de loi à titre de leurs revenus. En cas de profit dégagé suite à l'activité de l'Association de loi il doit être utilisé pour la réalisation des buts statutaires.
- 2.9. L'Association de loi a le droit de s'adonner à des activités d'entrepreneur nécessaires dans la poursuite des buts, pour lesquels l'Association de loi était constituée et correspondants à ces buts. L'Association de loi a le droit de participer à l'activité des sociétés commerciales et participer aux sociétés en commandite simple à titre de l'associé commanditaire.
- 2.10. L'Association de loi est engagé à publier chaque année les rapports sur l'emploi de ses biens.
- 2.11. L'Association de loi répond à ses obligations par les biens qui peuvent être saisi légitimement.

3. BUTS ET OBJET SOCIAL DE L'ASSOCIATION DE LOI

3.1. L'Association de loi est constituée aux fins de l'assistance à ses membres à la sauvegarde et la valorisation du patrimoine historique, culturel et naturel villageois, le potentiel humain du village.

3.2. L'objet social de l'Association de loi est :

3.2.1. Dans le domaine du tourisme :

- l'assistance aux membres de l'Association de loi dans l'exercice de l'activité ayant pour objet :
- le développement du tourisme par l'intensification de la popularité des localités rurales pour contribuer ainsi à leur développement économique et au maintien du nombre d'habitants des villages;
 - l'apparition de nouveaux postes de travail attractifs dans le tourisme et les sphères connexes;
 - le développement du tourisme culturel, villageois, écologique et gastronomique.

3.2.2. Dans le domaine culturel :

- l'assistance aux membres de l'Association de loi dans l'exercice de l'activité ayant pour objet :
- la sauvegarde et l'accroissement du patrimoine historique, culturel et naturel villageois;
 - la sauvegarde de la diversité culturelle, ethnique et gastronomique;
 - la sauvegarde du milieu de vie traditionnel villageois, des anciennes façons de vivre, l'assistance aux traditions locales et à l'industrie artisanale.

3.2.3. Dans le domaine de l'écologie :

- l'assistance aux membres de l'Association de loi dans l'exercice de l'activité ayant pour objet :
- l'amélioration du patrimoine vernaculaire (ordinaire) et de la qualité du paysage;
 - la vulgarisation de la mise en œuvre des technologies écologiquement orientées et non onéreuses;
 - la mise en application des méthodes progressives de collecte et de traitement de ordures ménagères, des déchets agricoles et industriels.

3.2.4. Dans le domaine du développement régional, le développement durable des territoires villageois et de l'agriculture :

- l'assistance aux membres de l'Association de loi dans l'exercice de l'activité ayant pour objet :
- le relèvement de leur identité et la réputation y compris par la protection et la promotion de la marque de service « Association des Plus Beaux Villages de Russie » et l'amélioration, ainsi, du climat d'investissement et de la compétitivité des territoires;
 - la vulgarisations du mode de vie villageois, l'assistance à l'accueil des nouveaux habitants (néoruraux);
 - la promotion, la diffusion de leur information, le soutien de marketing;
 - le développement diversifié et durable de leur économie rurale, la mise en jeu plus complète et durable des ressources sociales, économiques et naturelles locales;

Timbre : Direction Générale du Ministère de la Justice
de la Fédération de Russie à la ville de Moscou
Date d'adoption de la décision d'enregistrement public le **31 juillet 2014**

- le développement de l'agriculture stable, y compris la survivance des races et des variétés végétales historiques, ainsi que l'intensification des corrélations du secteur agricole avec la gastronomie locale et le tourisme;
- le développement de la compréhension mutuelle et la coopération avec de grandes entreprises et les investisseurs; l'effacement des conséquences négatives culturelles, sociales, économiques et d'autres de l'activité de ces entreprises à la base de l'approche intégrée et d'ensemble du développement territorial, l'encouragement de la coopération entre de grandes et petites entreprises, le renforcement de la responsabilité sociale de l'activité commerciale;
- l'élaboration des modèles du développement durable de village, illustratifs (repère) pour les localités rurales qui n'entrent pas à l'Association de loi.

3.2.5. Dans le domaine du soutien des localités rurales - membres de l'Association de loi :

- l'assistance aux membres de l'Association de loi dans l'exercice de l'activité ayant pour objet :
- l'amplification du sens des responsabilités et l'estime de soi chez les membres de l'Association de loi pour l'affiliation au cercle étroit des complices de la sauvegarde et l'accroissement du patrimoine unique rural de Russie, son transfert aux descendants;
 - le développement de l'échange des connaissances avancées et de l'expérience entre ses membres, ainsi que des conceptions pratiques techniques, financières, de marketing, de réglementation etc. dans le domaine du développement durable des territoires ruraux et l'accroissement du patrimoine villageois;
 - le développement de la coopération et l'échange d'expérience avec les Associations nationales des plus beaux villages et la Fédération des plus beaux villages de la Terre, y compris dans l'organisation de l'échange direct entre les affiliés russes et étrangers des Associations des plus beaux villages;
 - l'intégration de la population rurale aux procès du développement stable de village, la formation de la société civile de responsabilité sociale;
 - l'encouragement de la bonne volonté d'affiliation à l'Association de loi de nouveaux membres et l'esprit compétitif entre les membres suppléants de l'Association de loi.

3.2.6. L'activité éditrice.

3.2.7. La représentation des intérêts des membres de l'Association de loi dans les relations avec les pouvoirs, les organisations internationales et d'autres sur les questions se rapportant à l'objet social de l'Association de loi.

3.2.8. Le soutien informationnel, de conseil, de recherche et éducatif des membres de l'Association de loi dans le domaine du développement rural.

3.2.9. L'organisation et la tenue des conférences et des séminaires, des tables rondes, des soirées thématiques de discussion, des congrès.

3.2.10. La prestation de services de marketing, d'ingénierie, juridiques aux membres de l'Association de loi dans la limite de la sphère d'activité statutaire.

3.3. Les activités exercées dont l'exécution demande la permission spéciale (licence), ne peuvent être réalisées par l'Association de loi que dès la réception d'une telle permission (licence).

3.4. L'Association de loi peut exercer l'activité commerciale en autant que ça sert à arriver aux buts de sa constitution et correspond à ces buts. La production des biens et services rapportant des bénéfices et répondant aux buts de la constitution de l'Association de loi, ainsi que l'achat et la vente des titres, des droits patrimoniaux et moraux, la participation aux sociétés commerciales et aux sociétés en commandite simples à titre d'apporteur de capitaux peuvent être considérées comme une telle activité.

3.5. L'Association de loi peut constituer d'autres organisations sans but lucratif et s'engager dans les associations et les unions pour les besoins d'arriver à son but.

4. FONDATEURS ET MEMBRES DE L'ASSOCIATION DE LOI

- 4.1. Les fondateurs de l'Association de loi sont les citoyens de la Fédération de Russie.
- 4.2. Les fondateurs de l'Association de loi sont :
- Merzlov Alexandre Valerievitch,
 - Koulintsev Ivan Ivanovitch.
- 4.3. Les fondateurs de l'Association de loi ont les droits et sont tenu aux obligations des membres de l'Association de loi dès la date de constitution de l'Association de loi.
- 4.4. Après l'enregistrement public de l'Association de loi ses fondateurs deviennent les membres de l'Association de loi.
- 4.5. Les citoyens entièrement capables juridiquement et (ou) les personnes morales, ainsi que les citoyens étrangers et les apatrides qui sont présents légalement sur le territoire de la Fédération de Russie peuvent devenir les membres de l'Association de loi.
- 4.6. L'affiliation du nouveau membre à l'Association de loi s'effectue par la décision du Conseil d'administration sur la foi de sa demande déposée au nom du Président du Conseil d'administration, après le versement sur le compte bancaire ou à la caisse de l'Association de loi de la cotisation d'entrée et les cotisations d'avance pour le trimestre de l'année en cours, sauf disposition contraire prévue par le règlement concerné des cotisations.
- 4.7. Le candidat est considéré affilié à l'Association de loi dès l'adoption de décision par le Conseil d'administration.
- 4.8. La qualité de membre de l'Association de loi est arrêtée par la décision des membres restants de l'Association de loi dans les cas suivants :
- 4.8.1. expulsion du membre de l'Association de loi en raison de la violation par ce membre du des conditions d'affiliation à l'Association de loi;
 - 4.8.2. l'infraction aux exigences des lois Fédérales, d'autres acte réglementaire de la Fédération de Russie, des normes fédérale par le membre de l'Association de loi.
- 4.9. Le membre de l'Association de loi est considéré comme exclu des membres de l'Association de loi dès la prise de la décision de son expulsion par l'Asemblée générale des membres restants de l'Association de loi.
- 4.10. Les membres de l'Association de loi sont engagés dans leur activité à respecter les exigences de la législation en vigueur, des présents Statuts et les décisions des organes directeurs de l'Association de loi.
- 4.11. Les membres de l'Association de loi sont engagés à participer activement aux affaires de l'Association de loi.
- 4.12. Les membres de l'Association de loi dans leur activité sont engagés à ne pas commettre des actes de nature à compromettre la réputation de l'Association de loi ou l'honneur, la dignité et la réputation d'affaires de ses membres.
- 4.13. Le membre de l'Association de loi peut à sa convenance se désaffilier de l'Association de loi.
- 4.14. Les membres de l'Association de loi ont le droit à :
- participer à la gestion d'affaires de l'Association de loi;
 - élire et être élu aux organes directeurs de l'Association de loi;
 - participer à l'activité de l'Association de loi, ses actions organisées, à la réalisation, le budjetisation et le financement par crédits des projets et des programmes de l'Association de loi;
 - bénéficier du soutien et la protection de ses droits et intérêts de la part de l'Association de loi, recevoir l'aide de conseil, juridique et d'autres;

Timbre : Direction Générale du Ministère de la Justice
de la Fédération de Russie à la ville de Moscou
Date d'adoption de la décision d'enregistrement public le **31 juillet 2014**

- recevoir l'information sur l'activité de l'Association de loi;
 - se désaffilier l'Association de loi à sa convenance;
 - à la désaffiliation de l'Association de loi, y compris à l'exclusion des membres de l'Association de loi, recevoir la partie de ses biens ou le prix de ces biens dans la limite du montant des biens transférés par les membres de l'Association de loi à sa propriété, à l'exception des cotisations, en la manière et dans la forme défini par le Conseil d'administration;
 - en cas de liquidation de l'Association de loi recevoir la partie de ses biens restés après le règlement des créanciers, ou le prix de ces biens dans la limite du montant des biens transférés par les membres de l'Association de loi à sa propriété en la manière et dans la forme défini par le Conseil d'administration .
- 4.15. Les membres de l'Association de loi assument des engagements suivants :
- respecter les exigences de la législation en vigueur de la Fédération de Russie, des présents Statuts et d'autres actes adoptés par les autorités administratives de l'Association de loi dans le cadre de leurs attributions;
 - payer les cotisations et les autres versements en temps opportun conformément aux présents Statuts et le Règlement sur la qualité de membre de l'Association de loi.
 - ne pas divulguer l'information confidentielle sur l'activité de l'Association de loi;
 - se positionner comme le membre de l'Association de loi, circulariser l'information officielle sur l'Association de loi et associer de nouveaux membres à l'Association de loi;
 - appliquer les décisions adoptées par l'Assemblée générale des membres de l'Association de loi et des autres organismes de l'Association de loi.

5. AUTORITÉS ADMINISTRATIVES DE L'ASSOCIATION DE LOI

- 5.1. Les autorités administratives de l'Association de loi sont :
- 5.1.1. L'Assemblée générale des membres de l'Association de loi.
 - 5.1.2. L'autorité administrative collégiale permanente de l'Association de loi - le Conseil d'administration.
 - 5.1.3. L'organe exécutif unipersonnel de l'Association de loi - le Président.

6. ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES MEMBRES DE L'ASSOCIATION DE LOI

- 6.1. L'Assemblée générale des membres de l'Association de loi est l'autorité administrative supérieure de l'Association de loi.
- 6.2. La fonction principale de l'Assemblée générale des membres de l'Association de loi est la garantie de respect par l'Association de loi des buts, dans les intérêts desquels elle était constituée.
- 6.3. L'Assemblée générale des membres de l'Association de loi est convoquée pas moins une fois par an. Les Assemblées générales extraordinaires des membres de l'Association de loi peuvent être convoquées suite à la décision du Conseil d'administration, du Président du Conseil d'administration, du Président, de la Commission de contrôle et de vérification des comptes (commissaire aux comptes), ainsi qu'à la demande de non moins que 2/3 de membres de l'Association de loi.
- 6.4. À la compétence exclusive de l'Assemblée générale des membres de l'Association de loi se rapporte la solution des questions suivantes :
- 6.4.1. la modification des Statuts de l'Association de loi;
 - 6.4.2. la définition des axes prioritaires de l'activité de l'Association de loi, des principes de la formation et l'utilisation de son bien;
 - 6.4.3. l'élection des organes du pouvoir exécutif de l'Association de loi et la cessation anticipée de leurs fonctions;

Timbre : Direction Générale du Ministère de la Justice
de la Fédération de Russie à la ville de Moscou
Date d'adoption de la décision d'enregistrement public le **31 juillet 2014**

- 6.4.4. la réorganisation et la liquidation de l'Association de loi (à l'exception de la décision de la réorganisation de l'Association de loi en forme de la mutation).
- 6.5. L'Assemblée générale des membres de l'Association de loi peut aussi soumettre à l'examen n'importe quelle autre question relative à l'activité de l'Association de loi.
- 6.6. La séance de l'Assemblée générale des membres de l'Association de loi est considérée comme ayant droit à la présence de plus de moitié de tous les membres de l'Association de loi. Faute de quorum la séance de l'Assemblée générale des membres de l'Association de loi est remise et le Président de l'Assemblée fixe la date de la séance suivante, mais pas plus que dans 30 jours datant de la séance manquée.
- 6.7. Les décisions de l'Assemblée générale des membres de l'Association de loi prises sur les questions, ne rapportant pas à la compétence exclusive de l'Assemblée générale des membres de l'Association de loi, sont prises à la majorité des voix des membres de l'Association de loi du nombre de voix total des membres de l'Association de loi, excepté les décisions sur les questions, mentionnées au p.p. 6.4.1 - 6.4.4 des présents Statuts, qui sont prises à l'Assemblée générale des membres de l'Association de loi à l'unanimité.
- 6.8. Les décisions sur les questions de la compétence exclusive de l'Assemblée générale des membres de l'Association de loi (p.p. 6.4.1 - 6.4.4 des présents Statuts) sont prises à l'unanimité.
- 6.9. Les décisions de la liquidation et la réorganisation de l'Association de loi (à l'exception de la décision de la réorganisation de l'Association de loi en forme de la mutation) sont prises par ses membres à l'unanimité. La décision de la réorganisation de l'Association de loi en forme de la mutation est prise par les fondateurs de l'Association de loi à l'unanimité.
- 6.10. Au partage d'opinions la voix du Président de séance est prépondérante. Chaque membre de l'Association de loi a le droit pour une voix.
- 6.11. L'Association de loi n'a pas le droit de procéder à la remise de rémunérations aux membres de l'Association de loi pour la participation au travail de l'Assemblée générale des membres de l'Association de loi, à l'exception de la compensation des dépenses directement liées à la participation au travail de l'Assemblée générale des membres de l'Association de loi. Les modalités de la compensation des dépenses mentionnées est défini par le Conseil d'administration.
- 6.12. Le Président de l'Assemblée générale des membres de l'Association de loi est élu à l'Assemblée générale des membres de l'Association de loi et choisi parmi des membres de l'Association de loi assistant à une telle réunion.
- 6.13. La procédure des séances de l'Assemblée générale des membres de l'Association de loi est définie par le Règlement concerné approuvé par l'Assemblée générale des membres de l'Association de loi.
- 6.14. Le Président de l'Assemblée générale des membres de l'Association de loi préside les séances de l'Assemblée générale des membres de l'Association de loi, rédige l'ordre du jour de l'Assemblée générale des membres de l'Association de loi en tenant compte des propositions des membres de l'Association de loi, organise la convocation de l'Assemblée générale des membres de l'Association de loi et l'information des membres de l'Association de loi de la date de la séance.
- 6.15. Les décisions de l'Assemblée générale des membres de l'Association de loi et les procès-verbaux de ses séances sont signées par le Président et le secrétaire de l'Assemblée.

7. CONSEIL D'ADMINISTRATION

- 7.1. L'autorité collégiale administrative permanente de l'Association de loi est le Conseil d'administration, gérant son activité entre les Assemblées générales ordinaires des membres de l'Association de loi.

Timbre : Direction Générale du Ministère de la Justice
de la Fédération de Russie à la ville de Moscou
Date d'adoption de la décision d'enregistrement public le **31 juillet 2014**

7.2. Dans l'activité le Conseil d'administration se fonde sur la législation en vigueur de la Fédération de Russie, les dispositions des présents Statuts et les décisions de l'Assemblée générale des membres de l'Association de loi et les autres documents adoptés par l'Association de loi.

7.3. Le Conseil d'administration est formé et choisi parmi les personnes physiques et morales - les membres de l'Association de loi, ainsi que parmi les personnes non affiliées à l'Association de loi.

7.4. Le membre du Conseil d'administration est habilité à confier le droit de participation à la séance du Conseil d'administration avec droit de vote à l'autre membre du Conseil d'administration en lui délivrant le pouvoir formel. En cas de l'absence du membre du Conseil d'administration à la séance et non présentation du pouvoir formel avec le droit de vote à l'autre membre du Conseil d'administration, ce droit de vote du membre absent passe au Président du Conseil d'administration.

7.5. À la constitution de l'Association de loi les membres du Conseil d'administration sont élus par l'Assemblée générale des fondateurs de l'Association de loi pour une durée de 5 (cinq) ans en nombre de trois personnes.

Les membres du Conseil d'administration sont élus ultérieurement par l'Assemblée générale des membres de l'Association de loi pour une durée de cinq ans en nombre de pas moins de trois personnes. En cas de l'expiration de leur mandat avant la tenue de l'Assemblée générale des membres de l'Association de loi, les compétences des membres du conseil d'administration restent valides jusqu'à la tenue de l'Assemblée générale des membres de l'Association de loi.

7.6. Le Conseil d'administration comprend le Président du Conseil d'administration, les Vice-présidents et les autres membres du Conseil d'administration élus à l'Assemblée générale des membres de l'Association de loi pour une durée de 5 (cinq) ans.

7.7. Le Président du Conseil d'administration, et en cas de son absence - le Vice-président du Conseil d'administration, organise le travail du Conseil d'administration, convoque ses séances et les préside, organise l'enregistrement des procès-verbaux des séances du Conseil d'administration.

7.8. Le Président du Conseil d'administration et le Vice-président du Conseil d'administration sont les représentants officiels de l'Association de loi agissant en vertu de la législation de la Fédération de Russie et les présents Statuts.

7.9. Le Président du Conseil d'administration peut déléguer une partie de ses pouvoirs au Vice-président du Conseil d'administration.

7.10. Le Conseils d'administration chaque année rend compte à l'Assemblée générale des membres de l'Association de loi sur les résultats de l'activité organisationnelle de l'Association de loi dans les cadres de ses compétences.

7.11. Les séances du Conseils d'administration sont tenues suivant les besoins. Le Président du Conseil d'administration et le Vice-président du Conseil d'administration ont le droit de convocation des séances du Conseil d'administration .

7.12. Les séances du Conseil d'administration peuvent être tenues tant sous forme de la présence directe commune de ses membres - la forme présentielle, que sous les formes évitant leur présence obligatoire commune (la forme distancielle).

7.13. À la compétence du Conseil d'administration appartient la solution des questions suivantes :

7.13.1. la gestion des affaires de l'Association de loi et l'organisation de l'exécution des décisions de l'Assemblée générale des membres de l'Association de loi;

7.13.2. l'approbation des comptes annuels et le bilan annuel de l'Association de loi;

7.13.3. l'approbation du plan financier de l'Association de loi et sa modification;

7.13.4. la fondation des filiales et l'ouverture des représentations de l'Association de loi, la nomination des responsables des filiales;

7.13.5. la participation à d'autres organisations;

7.13.6. la prise de décisions sur la fondation des filiales et les représentations de l'Association de loi, la nomination de leurs responsables et l'approbation des règlements sur le fonctionnement des établissements fondés;

- 7.13.7. l'élaboration, l'approbation et la modification du devis des dépenses de l'Association de loi de exercice courant conformément au plan financier annuel financier de l'Association de loi;
- 7.13.8. la définition du nombre et les conditions de travail des administratifs et du personnel auxiliaire de l'Association de loi dans la limite du devis des dépenses établi;
- 7.13.9. l'approbation du règlement intérieur et du tableau des effectifs de l'Association de loi;
- 7.13.10. la prise de décision sur l'affiliation de la personne à l'Association de loi;
- 7.13.11. la fixation des montants et la formule de paiement des cotisation et des cotisations d'entrée;
- 7.13.12. la solution des autres questions non portées par les présents Statuts à la compétence exclusive de l'Assemblée générale des membres de l'Association de loi.
- 7.14. Le Conseil d'administration détermine soi-même le règlement de son travail.
- 7.15. Les décisions du Conseils d'administration sont prisent à la simple majorité des voix de ses membres assistant à la séance. Au partage d'opinions la voix du Président du Conseil d'administration est prépondérante.
- 7.16. Les décisions du Conseil d'administration sont signées par le président et le secrétaire de séance.
- 7.17. L'Association de loi n'a pas le droit de verser la rémunération aux membres du Conseil d'administration pour la participation au fonctionnement du Conseil d'administration, à l'exception de la compensation des dépenses directement liées à la participation au fonctionnement du Conseil d'administration.
- 7.18. Les modalités de la compensation des dépenses précitées est défini par le Conseil d'administration de soi-même dans la limite du devis des dépenses approuvé.
- 7.19. La séance du Conseil d'administration est considérée comme ayant droit à la présence de plus de moitié de ses membres.
- 7.20. Les décisions sur les questions relevant de la compétence du Conseil d'administration, sont prises à la simple majorité des voix du nombre des membres du Conseil d'administration assistant à la séance.
- 7.21. Le procès-verbal de la séance du Conseil d'administration et les décisions prises est formalisé et signé par le Président du Conseil d'administration et le secrétaire de la séance.

8. PRÉSIDENT DE L'ASSOCIATION DE LOI

- 8.1. Le Président est l'organe exécutif unipersonnel de l'Association de loi, il est responsable devant l'Assemblée générale des membres de l'Association de loi.
- 8.2. Le Président agit pour le compte de l'Association de loi et représente ses intérêts sans procuration.
- 8.3. La solution des questions suivantes est de la compétence du Président:
- 8.3.1. la disposition des biens de l'Association de loi;
- 8.3.2. l'ouverture et la clôture des comptes de l'Association de loi dans les établissements de crédit;
- 8.3.3. le droit de la première signature aux documents de l'Association de loi;
- 8.3.4. la conclusion des accords et l'exécution des autres actes juridiques au nom de l'Association de loi;
- 8.3.5. la délivrance des procurations au nom de l'Association de loi;
- 8.3.6. l'exercice de l'activité générale d'organisation dans le cadre de l'Association de loi;
- 8.3.7. le collectage des droits d'adhésion et des cotisations à l'Association de loi;
- 8.3.8. l'organisation de la comptabilité et la comptabilité fiscale de l'Association de loi;
- 8.3.9. la représentation de l'Association de loi auprès des pouvoirs publics, des collectivités locales et d'autres administrations publiques et non étatiques;

Timbre : Direction Générale du Ministères de la Justice
de la Fédération de Russie à la ville de Moscou
Date d'adoption de la décision d'enregistrement public le **31 juillet 2014**

8.3.10. l'adoption de décisions sur d'autres questions des affaires courantes de l'Association de loi, qui n'entrent dans les compétences des autres autorités administratives de l'Association de loi, définies par les présents Statuts.

8.4. À la création de l'Association de loi le Président est élu initialement par l'Assemblée générale des fondateurs de l'Association de loi pour la durée de 5 (cinq) ans.

Ultérieurement le Président est élu par l'Assemblée générale des membres de l'Association de loi pour une durée de 5 (cinq) ans. En cas d'expiration de son mandat jusqu'au moment de la convocation de l'Assemblée générale suivante des membres de l'Association de loi, les compétences du Président sont en cours de validité jusqu'au moment de la tenue de l'Assemblée générale des membres de l'Association de loi.

8.5. Dans son activité le Président applique les décisions du Conseil d'administration et de l'Assemblée générale des membres de l'Association de loi. Le Président engage la responsabilité devant l'Association de loi sur les résultats et la légitimité de son activité.

8.6. Une personne peut être élue le Président plusieurs fois indéfiniment.

9. CONSEIL POUR LA COORDINATION

9.1. Pour la réalisation de ses objectifs après l'obtention par l'Association de loi de la personnalité morale l'Association de loi a le droit d'instituer l'organisme consultatif - le Conseil pour la Coordination.

9.2. Le Conseil pour la Coordination est institué par la décision du Conseil d'administration.

9.3. Le Conseil pour la Coordination n'est pas l'organe de direction ou l'organe exécutif de l'Association de loi et exerce son activité en application du Règlement approuvé par le Conseil d'administration.

9.4. Les membres du Conseil pour la Coordination peuvent exercer leurs devoirs en vertu du contrat de travail conclu par le Président de la part de l'Association de loi.

9.5. À la compétence du Conseil pour la Coordination appartient :

- 9.5.1. la définition des recommandations stratégiques au sujet de l'activité de l'Association de loi;
- 9.5.2. la définition des recommandations et l'estimation des perspectives de la coopération et l'association éventuelles avec d'autres organisations, ainsi qu'avec les autorités fédérales et régionales;
- 9.5.3. la participation à l'élaboration des propositions concernant la constitution des axes prioritaires de l'activité de l'Association de loi;
- 9.5.4. la coordination de l'activité de l'Association de loi entre le centre fédéral et les sujets de la Fédération de Russie concernant les questions de l'activité de l'Association de loi;
- 9.5.5. l'exécution d'autres services (travaux) correspondant aux objectifs de l'Association de loi.

10. CONSEIL DE TUTELLE

10.1. L'Association de loi pour la réalisation de ses objectifs a le droit d'instituer le Conseil de tutelle après l'obtention par l'Association de loi de la personnalité morale.

10.2. La composition du Conseil de tutelle est définie par le Conseil d'administration pour une durée de deux ans et choisie parmi les membres de l'Association de loi, ainsi que parmi les personnes ayant les mérites notoires dans le domaine des sciences, l'enseignement et la culture de la Russie et d'autres pays, parmi les citoyens, ainsi que les personnes morales qui ont apporté leur contribution considérable dans l'activité de l'Association de loi. Cas échéant, le Conseil d'administration peut prendre les décisions de la cooptation des nouveaux membres au Conseil de tutelle.

10.3. Les membres du Conseil de tutelle peuvent être réélus plusieurs fois au Conseil de tutelle.

10.4. Le Conseil de tutelle n'est pas l'organe de direction ou l'organe exécutif de l'Association de loi et exerce son activité en application du Règlement approuvé par le Conseil d'administration. Les décisions du Conseil de tutelle ont le caractère de recommandation et sont examinées par le Conseil d'administration.

10.5. L'objectif principal du Conseil de tutelle est d'apporter le soutien intellectuel, informationnel, financier et matériel à l'activité de l'Association de loi. Le Conseil de tutelle exerce son activité bénévolement.

10.6. À la compétence du Conseil de tutelle appartient :

- l'organisation du travail exhaustif de recherche de financements pour l'assurance de l'activité et le développement de l'Association de loi;

- l'amélioration continue de la base matérielle et technique de l'Association de loi;

- l'examen des projets et des programmes selon les axes de l'activité de l'Association de loi;

- l'élaboration des propositions concernant la recherche de ressources intellectuelles et de financements supplémentaires;

- la constitution du milieu d'adhérents, capable d'accorder le soutien intellectuel, informationnel, financier et matériel considérable à l'activité de l'Association de loi, dans le cadre de ses objectifs statutaires;

- l'élaboration des propositions et des questions mises à l'ordre du jour des séances du Conseil d'administration;

- la présentation des propositions concernant l'organisation du système de la sécurité sociale des membres de l'Association de loi, la protection de leurs intérêts, le développement du système du soutien juridique, l'assurance des risques professionnels et la responsabilité civile, le système de la protection et la sécurité du travail;

- l'assistance et la coordination de l'activité de l'Association de loi à la réalisation de divers projets et des axes de l'activité, répondant aux objectifs de la constitution de l'Association de loi;

10.7. Le Président du Conseil de tutelle est nommé par le Conseil d'administration et choisi parmi les membres du Conseil de tutelle. Le Président du Conseil de tutelle gère l'activité du Conseil de tutelle.

10.8. Le Conseil de Tutelle exerce son activité conformément aux présents Statuts, le Règlement sur le Conseil de tutelle, et la législation de la Fédération de Russie.

11. CONSEIL D'EXPERT

11.1. Pour la réalisation de ses objectifs après l'obtention par l'Association de loi de la personnalité morale l'Association de loi a le droit d'instituer le Conseil d'Expert.

11.2. Le Conseil d'Expert est institué par la décision du Conseil d'administration en vue de l'élaboration des recommandations (avis) sur l'ordre du jour des séances du Conseil d'administration et les projets des décisions proposées par le Conseil d'administration.

11.3. Le Conseil d'Expert n'est pas l'organe de direction ou l'organe exécutif de l'Association de loi et exerce son activité en application du Règlement approuvé par le Conseil d'administration.

11.4. Les membres du Conseil d'Expert peuvent exercer leurs devoirs en vertu du contrat de travail conclu par le Président de la part de l'Association de loi.

11.5. À la compétence du Conseil d'Expert appartient :

11.5.1. L'organisation du soutien d'expert, de conseil et informationnel de l'activité de l'Association de loi, y compris concernant :

- l'exécution de l'expertise des projets et des propositions présentées par le Conseil d'administration;

Timbre : Direction Générale du Ministère de la Justice
de la Fédération de Russie à la ville de Moscou

Date d'adoption de la décision d'enregistrement public le **31 juillet 2014**

- l'unification de l'accomplissement des expertises privées et sociales, la participation à l'élaboration et la mise en application des documents les réglementant;
- l'organisations de la préparation des propositions de perfectionnement des dispositions de la législation en vigueur sur les questions étant de la compétence de l'Association de loi, y compris les projets des documents législatifs, normatifs, juridiques, méthodiques et d'autres;
- l'élaboration des recommandations concernant les projets et les propositions du Conseil d'administration
- l'élaboration des recommandations concernant l'ordre du jour des séances du Conseil d'administration et les projets des décisions proposées par le Conseil d'administration;
- la participation à l'élaboration de la stratégie du développement de l'Association de loi;
- la participation conformément à l'ordre établi à l'élaboration et la réalisation des plans des actions publiques et des programmes de l'Association de loi;
- l'invitation au travail bénévole des experts indépendants, des spécialistes des entreprises et des organisations, les représentants de la communauté scientifique et les pouvoirs publics;
- l'organisations de l'information de l'opinion publique, des entreprises et des organisations sur l'activité du Conseil d'Expert;
- l'organisations de l'exécution d'autres services (travaux) correspondant aux buts de l'Association de loi.

12. ORGANE DE CONTRÔLE ET DE VÉRIFICATION DE L'ASSOCIATION DE LOI

- 12.1. La Commission de vérification des comptes (commissaire aux comptes) est l'organe de contrôle et de vérification de l'Association de loi.
- 12.2. La Commission de vérification des comptes (commissaire aux comptes) de l'Association de loi est élue par l'Assemblée générale des membres de l'Association de loi pour une durée d'un an. Le dénombrement de la commission de contrôle et de vérification des comptes est défini par l'Assemblée générale des membres de l'Association de loi de soi-même.
- 12.3. Toute personne physique non affiliée au Conseil d'administration peut être élue le membre de la Commission de vérification des comptes (commissaire aux comptes).
- 12.4. Les membres de la Commission de vérification des comptes à la première séance élisent en son sein le Président de la commission.
- 12.5. La Commission de vérification des comptes (commissaire aux comptes) surveille la régularité de la comptabilité de l'Association de loi, l'opportunité des paiements obligatoires aux budgets de tous les niveaux et d'autres questions de l'activité financière de l'Association de loi.
- 12.6. Pour le contrôle et la confirmation de la reddition annuelle la Commission de vérification des comptes (commissaire aux comptes) peut bénéficier des services de la société fiduciaire spécialisée. Les fonds nécessaires au paiement des services de l'organisation d'audit sont affectés par le Conseil d'administration à la demande de la Commission de vérification des comptes (commissaire aux comptes).
- 12.7. L'activité de la commission de vérification des comptes (commissaire aux comptes) se fonde sur le Règlement approuvé par l'Assemblée générale des membres de l'Association de loi.
- 12.8. La commission de vérification des comptes (commissaire aux comptes) effectue le contrôle de l'activité financière-économique de l'Association de loi pas moins d'une fois par an, dont les résultats sont exposés à l'Assemblée générale ordinaire des membres de l'Association de loi.
- 12.9. En cas de constatation des dérogations graves dans l'activité de l'Association de loi le Président de la Commissions (commissaire aux comptes) est engagé à convoquer l'Assemblée générale extraordinaire des membres de l'Association de loi et saisir l'assemblée de cette question.

Timbre : Direction Générale du Ministère de la Justice
de la Fédération de Russie à la ville de Moscou
Date d'adoption de la décision d'enregistrement public le **31 juillet 2014**

13. BIENS DE L'ASSOCIATION DE LOI ET SOURCES DE LEUR FORMATION

13.1. L'Association de loi peut avoir en propriété les bâtiments, les édifices, les fonds de logement, l'équipement, le matériel, les moyens financiers en roubles et en devise, les valeurs mobilières et d'autres biens nécessaires pour le soutien matériel de l'activité de l'Association de loi. L'Association de loi peut avoir en propriété les fonds de terre conformément à la législation de la Fédération de Russie.

13.2. Les institutions, les médias créés et acquis aux dépens des moyens de l'Association de loi conformément à ses buts statutaires peuvent aussi être en propriété de l'Association de loi.

13.3. Les sources de formation des biens de l'Association de loi sont :

- les revenus réguliers et exceptionnels des fondateurs (membres);
- les contributions bénévoles patrimoniales et les dons;
- le produit des ventes de biens, travaux et services;
- les dividendes (bénéfices, intérêts) sur les actions, les obligations, d'autres titres et les fonds;
- les bénéfices reçus de la propriété de l'Association de loi;
- d'autres revenus non illicites.

13.4. L'Association de loi a le droit d'exercer l'activité commerciale compatible avec les buts statutaires, pour lesquelles elle était constituée, et contribuant à la poursuite de ces buts. À l'activité commerciale de l'Association de loi se rapporte notamment :

13.4.1. l'achat et la réalisation des titres et des parts dans les sociétés commerciales;

13.4.2. le placement des fonds appelés et des titres aux banques, dans d'autres établissements de crédit organisations de crédit en ayant droit;

13.5. Les revenus de l'activité commerciale de l'Association de loi ne peuvent pas être redistribués entre ses membres et ne sont utilisés que pour la poursuite des buts statutaires.

13.6. L'Association de loi a le droit d'utiliser ses actifs pour les buts de bienfaisance.

13.7. L'année d'exercice de l'Association de loi correspond à l'année calendaire

14. INFORMATIONS SUR LES FILIALES ET LES REPRÉSENTATIONS DE L'ASSOCIATION DE LOI

14.1. L'Association de loi peut fonder les filiales et ouvrir les représentations sur le territoire de la Fédération de Russie conformément à la législation en vigueur de la Fédération de Russie.

14.2. La filiale de l'Association de loi est son établissement situé en dehors du siège de l'Association de loi, et exerçant toutes ses fonctions ou leur partie, y compris les fonctions de la représentation.

14.3. La représentation de l'Association de loi est l'établissement, situé en dehors du siège de l'Association de loi, qui représente les intérêts de l'Association de loi et effectue leur protection.

14.4. Les filiales et les représentations de l'Association de loi ne sont pas les personnes morales, sont dotées des biens de l'Association de loi et agissent en vertu du Règlement approuvé par l'Association de loi. Les biens de la filiale ou la représentation sont portés au bilan particulier de l'Association de loi.

14.5. Les directeurs de la filiale et la représentation sont nommés par le Conseil d'administration et agissent en vertu de la procuration délivrée par l'Association de loi.

14.6. La filiale et la représentation agissent pour le compte de l'Association de loi. L'Association de loi engage la responsabilité sur l'activité des filiales et les représentations.

15. MODALITÉS DE LA RÉORGANISATION ET LA DISSOLUTION DE L'ASSOCIATION DE LOI

15.1. L'Association de loi peut être réorganisé selon la procédure prévue par le Code civil de la Fédération de Russie, d'autres lois fédérales.

Timbre : Direction Générale du Ministère de la Justice
de la Fédération de Russie à la ville de Moscou

Date d'adoption de la décision d'enregistrement public le **31 juillet 2016**

15.2. La réorganisation de l'Association de loi peut être réalisée sous forme de la fusion, l'adhésion, la scission, l'attribution et la transformation.

15.3. L'Association de loi est considéré réorganisé, à l'exception des cas de la réorganisation sous forme de l'adhésion, dès la date d'enregistrement public de la nouvelle organisation (organisations). À la réorganisation de l'Association de loi sous forme de l'adhésion de l'autre organisation la première est considérée réorganisée dès la date de l'inscription au Registre de Commerce et des Sociétés sur la dissolution de l'organisation adhérente.

15.4. L'Association de loi a le droit d'être réorganisée en fondation ou l'organisation autonome sans but lucratif, ainsi qu'à la société commerciale dans les cas et de façon, qui sont établis par la loi Fédérale.

La décision de la transformation de l'Association de loi est prise par les fondateurs à l'unanimité.

À la transformation de l'Association de loi les droits et les devoirs de l'organisation sans but lucratif réorganisée passent à la nouvelle organisation instituée conformément à l'acte de transfert.

15.5. L'Association de loi peut être liquidé du chef et de façon, qui sont prévus par la législation en vigueur.

15.6. Les membres de l'Association de loi ou l'organisme qui a pris la décision de liquidation de l'Association de loi, constituent la commission de liquidation (liquidateur) et fixent les modalités et les délais de la liquidation de l'Association de loi, conformément à la législation en vigueur.

Dès la constitution de la commission de liquidation les pouvoirs de gestion d'affaires de l'Association de loi passent à elle. La commission de liquidation plaide une cause de la part de l'organisation sans but lucratif liquidée.

15.7. La commission de liquidation publie dans le journal d'annonces légales l'information sur la liquidation de l'Association de loi, sur l'ordre et le délai de la demande des exigences par ses créanciers. Le délai de la demande des exigences par les créanciers ne peut pas être moins que deux mois dès la date de publication de l'information sur la liquidation de l'organisation sans but lucratif.

15.8. La commission de liquidation prend les mesures de la révélation des créanciers et la perception des créances, ainsi qu'informe les créanciers par écrit de la liquidation de l'Association de loi.

15.9. À l'issue du délai pour la déclaration des créances par les créanciers la commission de liquidation établit le bilan de liquidation intermédiaire, qui contient les informations sur la composition des biens de l'Association de loi, la liste des créances présentées par les créanciers, ainsi que sur les résultats de leur examen.

15.10. Le bilan de liquidation intermédiaire est approuvé par l'Assemblée générale des membres de l'Association de loi.

15.11. Si les ressources disponibles de l'Association de loi sont insuffisantes pour le désintéressement des créanciers, la commission de liquidation met des biens de l'Association de loi aux enchères conformément à l'ordre établi pour l'exécution des jugements.

15.12. Le paiement des sommes d'argent aux créanciers de l'Association de loi s'effectue par la commission de liquidation par voie d'ordre, établie par le Code civil de la Fédération de Russie, conformément au bilan de liquidation intermédiaire à partir du jour de son approbation, à l'exception des créanciers du troisième et quatrième rang, pour lesquels le paiement sont effectué à l'expiration d'un mois dès la date de l'approbation du bilan de liquidation intermédiaire.

15.13. Après le règlement intégral avec les créanciers la commission de liquidation établit le bilan de liquidation, qui est approuvé par l'Assemblée générale des membres de l'Association de loi.

15.14. À la liquidation de l'Association de loi les biens restés après le règlement des créances des créanciers sont soumis à la distribution entre les membres de l'Association de loi conformément à leur apport patrimonial, dont le montant n'excède pas le montant de leurs apports patrimoniaux, si l'autre n'est pas établi par la législation en vigueur.

15.15. À la liquidation de l'Association de loi les biens restés après le désintéressement des créanciers, dont le prix excède le montant des apports patrimoniaux de ses membres, sont conformément aux documents constitutifs de l'Association de loi renvoyés pour les buts de sa constitution et (ou) pour les buts de bienfaisance. Au cas où l'utilisation des biens de l'Association de loi conformément à ses documents constitutifs ne semble pas possible, ils est vendu au profit de l'État.

15.16. La liquidation de l'Association de loi est considérée close, et l'Association de loi - inexistante laprès l'inscription concernée au Registre de Commerce et des Sociétés.

16. ORDRE DES MODIFICATIONS DES STATUTS

16.1. Les Statuts de l'Association de loi sont modifiés par la décision de l'Assemblée générale des membres de l'Association de loi.

16.2. Les modifications et les adjonctions aux Statuts de l'Association de loi approuvées par l'Assemblée générale des membres de l'Association de loi, sont soumises à l'enregistrement public.

16.3. L'enregistrement public des modifications et des adjonctions aux Statuts de l'Association de loi s'effectue conformément à la procédure prévue par la législation en vigueur de la Fédération de Russie.

16.4. Les modifications et les adjonctions aux Statuts de l'Association de loi entrent en vigueur à la date de leur enregistrement public.

Timbre : Direction Générale du Ministère de la Justice
de la Fédération de Russie à la ville de Moscou
Date d'adoption de la décision d'enregistrement public le **31 juillet 2014**

Les informations sur l'enregistrement public sont immatriculées au Registre de Commerce et des Sociétés le 08 août 2014 sous le Numéro Principal d'Enregistrement d'État 1147799012536.
Les informations sont immatriculées au Registre administratif des organisations à but non lucratif organisations enregistrées sous le numéro de compte 7714035808.

Nombre total de feuilles lacées, numérotées et scellées : 15 (quinze) feuilles.

Directeur par délégation
de la Direction Générale du Ministère de la Justice
de la Fédération de Russie à la ville de Moscou (signature) E.R.Guertchikova

Cachet : Ministère de la Justice de la Fédération de Russie.
Direction Générale du Ministère de la Justice de la Fédération de Russie
à la ville de Moscou. NPEE/OGRN 1087746888866